



30/03/2011

«Il n'y aura pas de techniques propres pour exploiter les gaz de schiste»

Recueilli par Coralie SCHAUB

Martine Billard, députée de Paris et coprésidente du Parti de gauche, est à l'initiative du débat en séance publique qui a eu lieu hier à l'Assemblée nationale sur l'impact environnemental de l'exploitation des gaz et huiles de schiste.

Christian Jacob, le patron des députés UMP, a réaffirmé hier son opposition à l'exploitation des gaz de schiste. Cela vous rassure-t-il?

Pas vraiment. Car lui comme le gouvernement se contentent de dire qu'il faut trouver une méthode qui permettrait de fracturer la roche sans injecter de produits chimiques. Or je note que le rapporteur François-Michel Gonnot a confirmé que le procédé d'extraction utilisé aux Etats-Unis a été inventé par Total il y a quarante ans: il n'était simplement pas utilisé à l'époque pour extraire du gaz mais pour la géothermie et pour les puits horizontaux dans l'offshore pétrolier.

Cela veut dire que l'argumentaire de la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet selon lequel il est hors de question d'avoir recours à des procédés sales ne tient pas, car il n'y aura pas d'autres techniques plus propres en France.



photo AFP / Martin Bureau

Vous n'avez donc pas obtenu les réponses que vous attendiez de la part du gouvernement?

Non. Nathalie Kosciusko-Morizet a juste confirmé le moratoire sur les permis d'exploration octroyés en mars 2010 dans le sud de la France dans l'attente des conclusions de la mission parlementaire, début juin. En Seine-et-Marne, où la question est plus urgente car les permis d'exploration d'huile de schiste sont plus anciens, aucun forage par fracturation hydraulique n'aura lieu avant cette date. Mais les forages verticaux vont pouvoir continuer car, nous dit la ministre, il n'est pas possible de faire la différence entre les forages traditionnels et ceux qui serviront ensuite à l'exploitation de gaz de schiste.

NKM a expliqué qu'elle ne peut pas annuler les permis de travaux attribués, car il coûterait trop cher d'indemniser les sociétés. Surtout, je regrette qu'elle n'ait pas abandonné l'idée d'exploiter un jour les hydrocarbures non conventionnels. Cela au nom de «l'indépendance énergétique». Un argument qui avait déjà été avancé pour nous vendre le nucléaire, alors même qu'on n'a pas d'uranium!

Or outre les produits chimiques nécessaires à l'extraction par fracturation hydraulique, il y a d'autres problèmes, comme l'utilisation d'énormes quantités d'eau, le saccage des paysages ou les fuites de gaz. Sans compter le refus de se poser des questions sur le changement de société nécessaire: exploiter ces gaz et pétroles de schiste, c'est repousser le moment où il faudra passer à une autre civilisation que celle du pétrole. Plus on retarde l'échéance, plus les conséquences seront difficiles à vivre.

Vous demandez la démission de François-Michel Gonnot, le rapporteur UMP de la mission d'information parlementaire sur les gaz des schiste. Pourquoi?

Nous étions tous ahuris hier, y compris mes collègues du PS, qu'il ose intervenir au bazooka. La tradition veut qu'à l'Assemblée nationale les rapporteurs de mission n'interviennent pas dans un tel débat et ne fassent pas de déclaration publique avant que leur rapport ne soit rendu. Ou alors simplement pour poser des questions. Mais surtout pas pour prendre position.

Or hier, François-Michel Gonnot a totalement outrepassé son rôle, en se prononçant explicitement pour l'exploitation des gaz et des huiles de schiste. Cela remet en cause la qualité de sa mission: quelle confiance peut-on lui accorder? Les missions parlementaires sont souvent très intéressantes. Sauf que depuis 2007, elles sont détournées de leur objectif. Parfois, les lois sont passées avant même leurs conclusions, comme cela a été le cas sur la mission sur la nationalité: les articles étaient déjà passés dans la loi Besson